

le gouvernement voudrait qu'il en soit autrement. Au cours du congé d'été de la Chambre, les collègues de mon parti et d'autres personnes se sont réunis pendant trois jours à Regina et trois jours également à Niagara Falls, pour juger de la gravité de la crise agricole dans l'Ouest canadien et des programmes que le gouvernement fédéral devrait mettre au point. J'aimerais citer quelques-unes de nos décisions et vous parler notamment de l'une d'elles. Tout d'abord, la conférence de Regina sur l'agriculture dans l'Ouest canadien déclarait, sur la question des marchés et de la demande des produits de l'Ouest dans les années à venir:

Nous rejetons le point de vue pessimiste du gouvernement actuel et du groupe d'étude sur l'agriculture concernant les ventes de céréales au cours de la prochaine décennie.

Nous convenons que les marchés de blé de première qualité demeureront stationnaires, mais nous tenons à signaler que la demande de blé de qualité inférieure dans le cas de la consommation domestique et des grains de provende, n'a pas été exploitée à fond en ce qui concerne l'avenir.

De nos jours, les excédents de blé dans le monde représentent tout juste la demande totale d'une année. Aussi, que survienne la sécheresse ou une récolte déficitaire dans telle ou telle partie du monde et la situation mondiale excédentaire des céréales deviendra en peu de temps déficitaire.

Dans l'intervalle, l'agriculture de l'Ouest canadien souffre d'une crise de revenu qui a de graves répercussions sur l'économie de tout le pays. Comme nous devrions prévoir un accroissement de la demande de céréales pour que notre excédent actuel représente un véritable atout, le pays devrait aider à payer le coût de cette réserve.

Étant donné les débouchés de plus en plus nombreux pour les grains de catégorie inférieure et pour les nouvelles céréales, il faudrait immédiatement des programmes en vue de réaliser les ajustements nécessaires.

Nos prévisions relatives à la demande des produits de bétail de l'Ouest du Canada sont favorables. Cependant, prenons y garde: une conversion rapide du blé au bétail pourrait signifier un désastre pour la stabilité de la croissance de cette industrie.

Dans le discours du trône, le gouvernement ne propose de modifications qu'à une seule loi agricole. Nous en recommandons bien davantage. Pour citer les conclusions de Niagara Falls:

Il convient de créer un organisme canadien pour la vente du grain afin d'assurer la commercialisation dynamique qui s'impose sur les marchés internationaux.

Je dois dire que la Commission du blé, en collaboration avec le ministère de l'Industrie et du Commerce, a dépendu jusqu'ici des courtiers internationaux—organisés dans le monde entier en un grand nombre d'établissements, ayant un capital de plusieurs millions de dollars—pour régler les modalités pratiques inhérentes aux transactions internationales. Tout ce qui intéresse ces organismes, c'est de toucher un quart ou un demi

pour cent du prix de vente fixé pour chaque marchandise. Je pense que nous sommes sur la bonne voie lorsque nous préconisons la création d'un organisme canadien pour la vente du grain. En ce qui concerne l'Arrangement international sur les céréales, nous avons déclaré ce qui suit, à la conférence de Niagara Falls:

La répudiation de l'Accord international sur le blé et l'adoption de l'Arrangement international sur les céréales ont fait perdre au fond aux cinq grands exportateurs de blé la possibilité de discuter sur un pied d'égalité avec les consommateurs l'établissement des prix de vente à des niveaux acceptables pour leurs propres producteurs. Les exportateurs n'en doivent par moins chercher à fixer des prix d'exportation compatibles avec les coûts de production et une marge de bénéfice raisonnable pour leurs propres producteurs. C'est toutefois devenu très difficile pour ces cinq grands producteurs depuis que nous avons accepté l'arrangement international sur les céréales.

Nous blâmons le gouvernement d'avoir répudié l'Accord international sur le blé qui, à l'inverse de l'arrangement actuel, était susceptible d'assurer une protection aux intérêts du producteur canadien. En outre, le gouvernement a pris cette mesure sans consulter les producteurs de blé du Canada. Nous recommandons donc ce qui suit:

1. Nous devrions considérer comme un objectif immédiat et prioritaire le rétablissement d'une unanimité entre ces cinq principaux producteurs en vue de rétablir des prix internationaux qui soient acceptables pour leurs propres producteurs de blé.

2. Nous devrions essayer d'établir avec la Russie et avec d'autres exportateurs occasionnels de blé un accord pratique sur ces prix de base qui doivent être fixés de nouveau par les cinq principaux producteurs.

3. Nous devrions assurer, dans le cadre de ces accords internationaux, une plus grande souplesse pour que les grains de qualité inférieure puissent mieux contribuer aux revenus des agriculteurs de l'Ouest.

4. Nous demandons qu'au cours de la prochaine réunion des cinq principaux producteurs, c'est-à-dire avant la prochaine conférence concernant l'arrangement international sur les céréales, destinée à fixer les nouveaux barèmes de prix, les coûts des biens et des services de l'agriculteur, dus à l'inflation, soient pris en considération lorsque ces nouveaux prix seront établis.

Nous avons également examiné l'expansion de l'industrie de l'élevage et nous avons jugé bon de faire la proposition suivante:

En collaboration avec les provinces, nous assurerions une expansion modeste et constante de l'industrie de l'élevage du bœuf dans toutes les parties du Canada:

- (1) en encourageant une meilleure utilisation des pâturages conjointement avec celle de l'eau et des céréales,

- (2) en établissant et en exploitant les parcs d'engraissement des coopératives et des particuliers, et
- (3) en encourageant la conversion des emblavures de haut rendement et de faible qualité en pâturages et en fourrages pour permettre l'augmentation du nombre des vaches de boucherie.

A propos du rôle de l'aide alimentaire dans le développement international, voici ce que nous avions à dire:

Selon nous, le Canada devrait répondre à toutes les demandes de vivres émises par le Programme